

Les origines de la Troisième République en France (1860-1885)

In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 116-117, mars 1997. Histoire de l'État. pp. 53-68.

Citer ce document / Cite this document :

Nord Philip. Les origines de la Troisième République en France (1860-1885). In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 116-117, mars 1997. Histoire de l'État. pp. 53-68.

doi : 10.3406/arss.1997.3214

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss_0335-5322_1997_num_116_1_3214

Abstract

The origins of the Third Republic, 1860-1885.

The present article attempts to explain the durability of the Third Republic, the only post-revolutionary regime to have lasted more than two decades. Working from sociological theories of democratic transition, the author emphasizes the importance of the prior emergence of a middle class imbued with a liberal outlook extending beyond the political sphere. From the early 1860s, this middle class began constructing spaces of freedom in the various public spheres ; these were to serve as bridgeheads for the process of transition. Paris lawyers, Free Masons, the Paris universities, the Paris Chamber of Commerce, the Jewish and Protestant consistories, artistic milieus, all battled for self-government, thus accustoming the different sectors of the middle class to the free exercise of suffrage and democracy to combat the authoritarianism of the Bonapartist State. These struggles were amplified and relayed by a growing number of public lectures held on various pretexts, by newly founded newspapers, publishing houses and journals, by the diffusion of writings from overseas colonies of republican resisters. Associations like the Ligue de l'enseignement set up networks of libraries to bring these writings to a large public. Lastly, the supporters of the Republic invented their own symbolism, embodied in public ceremonies which enabled them to manifest their secular, democratic ideal (civil burials, political funerals, commemoration of historic dates). They also used popular means to diffuse a new ideal of social life, of private life and of taste, which broke with the previous principles of authority and hierarchy. Nevertheless, the initial limitations of the republican policy (concerning social matters or gender relations), like the compromise agreed with the former notables after coming to power, also account for the conservative evolution and the ultimate failure of the regime.

Zusammenfassung

Die Ursprünge der Dritten Republik, 1860-1885.

Der Artikel unternimmt die Erklärung der Grundlagen der Dritten Republik, die als einziges nachrevolutionäres Regime länger als zwei Jahrzehnte bestanden hat. Gestützt auf soziologische Theorien vom demokratischen Übergang betont der Autor die vorrangige Bedeutung der Entstehung einer ein liberales Projekt vertretenden Mittelklasse, das über den bloßen Bereich des Politischen hinausweist. Diese versucht seit den 60er Jahren in verschiedenen politischen Sphären Freiheitsräume zu schaffen, die dann später während des Übergangsprozesses als Avantgarde-Stätten zur Verfügung stehen. Die Pariser Advokatur, die Freimaurerei, die Pariser Fakultäten, die Pariser Handelskammer, der protestantische Kirchenrat und das jüdische Konsistorium sowie künstlerische Kreise führen damals zahlreiche Kämpfe um die Möglichkeit des Von-sich-selbst-regiert-Seins, in denen sich die verschiedenen Fraktionen der Mittelklasse mit der freien Ausübung des Wählens und der Demokratie gegen den Autoritätsanspruch des bonapartistischen Staates vertraut machen. Diese Kämpfe werden erweitert und weitergetragen durch die Zunahme öffentlicher Versammlungen für verschiedenste Anlässe, durch die Gründung von Zeitungen, Verlagen und Zeitschriften und durch den Vertrieb von in den Kolonien gedruckten Schriften oppositioneller Republikaner im Exil. Vereine, wie die Liga für den Unterricht, bauen Verbindungsnetze zwischen Bibliotheken auf, um diese Schriften einem breitestmöglichen Publikum zugänglich zu machen. Außerdem erfinden die Republikaner eine ganze Symbolik öffentlicher Zeremonien, um auf legale Weise ihr laizistisches und demokratisches Ideal kundtun zu können (Zivilbestattungen, politische Beerdigungen, Gedenktage historischer Ereignisse). Sie verbreiten außerdem durch an das ganze Volk gerichtete Mittel ein neues Ideal des Soziallebens, des Privatlebens und eines mit den vormals vertretenen Prinzipien von Autorität und Hierarchie brechenden Lebensstils. Indes zeigen die bereits von Anfang an geltend gemachten Einschränkungen dieses republikanisch-politischen Projekts (z.B. im sozialen Bereich oder in der Beziehung zwischen den Geschlechtern), wie etwa der nach der Machtübernahme mit den ehemaligen Notablen geschlossene Kompromiß, ebenfalls den konservativen Trend und den schließlichen Misserfolg dieses Regierungssystems an.

Résumé

Les origines de la Troisième République, 1860-1885.

L'article se propose de fournir une explication de l'enracinement de la Troisième République, seul régime post-révolutionnaire à avoir duré plus de deux décennies. S'inspirant des théories sociologiques

de la transition démocratique, l'auteur souligne l'importance préalable de l'apparition d'une classe moyenne porteuse d'un projet libéral qui dépasse la seule sphère politique. Celle-ci entreprend de construire des espaces de liberté, dès les années 1860, dans diverses sphères publiques qui serviront de lieux d'avant-garde lors du processus de transition. Le barreau parisien, la franc-maçonnerie, les facultés parisiennes, la Chambre de commerce de Paris, les Consistoires juif et protestant, les milieux artistiques mènent alors autant de batailles pour l'autogouvernement qui habituent les différents secteurs de la classe moyenne à un exercice libre du suffrage et de la démocratie contre l'autoritarisme de l'État bonapartiste. Ces luttes sont amplifiées et relayées par la multiplication de conférences publiques sous divers prétextes, par la fondation de journaux, de maisons d'édition et de revues, par la diffusion d'écrits venant des colonies d'opposants républicains à l'étranger. Des associations, comme la Ligue de l'enseignement, fondent des réseaux de bibliothèques pour diffuser ces écrits auprès d'un large public. Enfin, les républicains inventent toute une symbolique des cérémonies publiques qui permettent de manifester légalement leur idéal laïque et démocratique (enterrements civils, funérailles politiques, commémorations de dates historiques). Ils diffusent aussi par des moyens populaires un nouvel idéal de la vie sociale, de la vie privée et du goût qui rompt avec les principes d'autorité et de hiérarchie antérieurs. Cependant les limitations initiales du projet politique républicain (en matière sociale ou de relations entre les sexes), comme le compromis passé avec les anciens notables après la prise du pouvoir, rendent compte aussi de l'évolution conservatrice et de l'échec final du régime.

Philip Nord

LES ORIGINES DE LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE EN FRANCE (1860-1885)¹

 Dans les années 1870, la France devint une république, une démocratie parlementaire qui accordait aux hommes le suffrage universel. Le fait lui-même n'est pas si remarquable. La nation avait, auparavant à deux reprises, fait l'expérience d'un gouvernement républicain, en 1792 et en 1848. Mais ces régimes s'étaient effondrés très vite tandis que la Troisième République était destinée à durer soixante-dix ans, record de longévité jamais atteint par aucun autre régime post-révolutionnaire en France. Pourquoi donc ces institutions démocratiques s'enracinèrent-elles en France dans les années 1870? On peut retenir trois explications.

La première est centrée sur les problèmes d'idéologie, et, dans ce domaine, les recherches de François Furet ont ouvert la voie. La Seconde République avait rendu l'âme sous les coups du putsch de Louis-Napoléon Bonaparte en 1851. Devenus clandestins ou exilés, les vétérans de 48 commencèrent à repenser le projet républicain. Furet a attiré l'attention sur la figure d'Edgar Quinet, historien et républicain de longue date qui, en 1865, exilé en Suisse, rédigea une vigoureuse critique de la Révolution de 1789 et de l'épisode jacobin en particulier. Quinet interpréta les pratiques terroristes de la Première République comme un retour aux manières despotiques de l'Ancien Régime. Son message à ses amis républicains était tout à fait clair : il fallait exclure maintenant un révolutionnarisme violent ou se voir condamné pour toujours à répéter les échecs autodestructeurs des Jacobins du passé. Une génération montante – de jeunes avocats comme Jules Ferry et Léon Gambetta – prirent à cœur les conseils de Quinet, renonçant à l'attitude romantique des temps passés

pour une approche plus modérée, plus pragmatique de la science politique. C'est cette « génération positiviste » qui conduisit la Troisième République à l'existence².

Le souci de comprendre comment ils réunirent une majorité suffisante en faveur de la République, une coalition sociale capable de soutenir le régime, a fait naître des explications d'un second ordre, moins centrées sur les idées que sur la construction des alliances. Le problème a été étudié sous de multiples angles. Stanley Hoffmann, qui vécut, de près, le triste déclin de la République dans les années 30, avait tendance à mettre en avant la fragilité de ce qu'il a appelé « la synthèse républicaine ». Ferry, Gambetta et d'autres leaders républicains étaient les porte-parole de la nouvelle classe moyenne (Gambetta lui-même préférait le terme de « nouvelles couches sociales ») des hommes d'affaires et des professions libérales. Ce sont des hommes comme eux qui rallièrent, en 1870, la France rurale à la République. Ils courtoisaient une campagne peuplée de petits propriétaires, par des promesses spécifiques et bien accueillies : des progrès matériels et moraux dans les limites d'un ordre socio-économique ancré sur l'entreprise familiale. À la base, donc, la synthèse républi-

1 – Je suis spécialement reconnaissant à Nancy Bermeo et Peter Hall pour leurs critiques et leurs commentaires dans la préparation de cet article. Une version anglaise de cet article est parue in George Reid Andrews et Herrick Chapman (éds.). *The Social Construction of democracy, 1870-1990*, Londres, Macmillan, 1995, p. 31-55.

2 – François Furet, *La Gauche et la Révolution au milieu du XIX^e siècle, Edgar Quinet et la question du Jacobinisme 1865-1870*, Paris, Hachette, 1986, p. 7-97 ; *La Révolution, de Turgot à Ferry, 1770-1880*, Paris, Hachette, 1988, p. 499-507 ; John Eros, « The Positivist Generation of French Republicanism », in *Sociological Review*, 3, 1955, p. 255-273.

caine était d'orientation conservatrice, attachée à un régime de propriété générateur d'attitudes hostiles à l'industrialisme – comme, par exemple, le souci de la préservation du patrimoine familial à travers les générations. Le résultat final était une « société bloquée », résistante au changement même lorsque, comme entre les deux guerres, le changement était le prix de la survie³. Eugen Weber a jugé plus positivement la républicanisation de la campagne qu'il a comprise comme la dissémination, par les séductions du marché et les contributions de l'État, des modes urbains de penser dans une société paysanne retardataire en termes matériels et fataliste dans sa vision du monde. Pour les marxistes, comme Sanford Elwitt, l'opération dans son entier a toutes les apparences d'un scénario bourgeois malhonnête. L'élite républicaine avait à cœur, selon lui, d'abord et avant tout les intérêts de la propriété. Tel qu'il l'était, son projet démocratique et réformateur avait pour but, moins de faire avancer un principe généreux, que de faire naître une masse de citoyens respectueux de la nouvelle classe dirigeante et prêts à la servir sous les armes⁴. Mais que l'accent soit placé sur l'inertie ou la manipulation, la conclusion reste la même : la République reposait sur un contrat social entre une élite de la classe moyenne tenant les rênes du pouvoir d'une part, et une masse rurale ou des petites villes, d'autre part, sur qui l'on pouvait compter pour fournir les majorités électorales nécessaires.

Mais qu'est-il advenu de l'élite gouvernante de la France, ces notables qui ont dirigé les affaires publiques à un plus ou moins haut niveau dans le demi-siècle précédant l'avènement de la République ? Cette question a donné naissance à un troisième type d'explications, qui met l'accent surtout sur la notion de compromis. Les nouvelles élites conclurent un marché avec l'ancienne classe dirigeante, avec les grands propriétaires terriens et les grands bourgeois. La soumission de la noblesse française encore puissante, si nécessaire à la stabilisation du nouvel ordre démocratique, ne fut naturellement pas obtenue sans en payer le prix, bien que son évaluation soit un sujet de discussion. Selon François Furet, il fut minime. Les républicains se débarrassèrent de l'héritage jacobin légué par la Grande Révolution. Les élites installées, imprégnées d'un libéralisme qui comptait Tocqueville et Guizot parmi ses ancêtres, étaient tranquilisées et firent cause commune avec les partisans de Ferry et de Gambetta, et, de cette union, naquit un nouveau parlementarisme démocratique. Christophe Charle donne un récit similaire des compromis mais peint le résultat sous des cou-

leurs moins gaies⁵. L'avènement de la République porta un coup aux élites administratives d'autrefois. Le nouveau régime épura politiquement les partisans du passé et s'orienta vers un recrutement méritocratique de fonctionnaires civils. Mais ces changements, note Christophe Charle, épargnèrent les élites du monde des affaires dans le secteur des grosses sociétés. Et les vieilles familles s'efforcèrent de trouver le moyen de pénétrer à nouveau dans l'administration, acquérant grâce à l'enseignement privé les compétences sanctionnées par les concours et nécessaires pour réussir une carrière dans la fonction publique. Pendant un certain temps, la haute fonction publique revêtit un masque plus démocratique, mais, par la suite, elle retrouva son visage habituel du point de vue social et, à un degré moindre, dans son orientation politique. Une élite républicanisée gouverna à la Chambre et au Sénat, dans le corps préfectoral, à l'Université, mais le monde des affaires et, sur le long terme, la haute administration échappèrent à l'emprise de la réforme. L'heureux compromis de Furet est reformulé ici sous la forme d'une compétition voilée pour les postes, l'appareil d'État étant lui-même l'objet de la lutte. Le partage difficile des dépouilles entre les nouveaux et les anciens revêt un aspect plus difficile quand la politique intervient. Les hommes nouveaux de la République étaient en général démocrates, mais l'establishment des affaires et de l'administration l'était beaucoup moins et il était irrité par l'agitation des parlementaires. Il fondait ses espoirs, pour l'avenir de la France, sur les capacités administratives de quelques hommes compétents. Il tolérait le nouveau régime comme la meilleure option pour le présent mais n'y souscrivait pas, constituant un centre potentiel de déloyauté au cœur même de la République.

Bien qu'elles diffèrent par leur tonalité et leurs centres d'intérêt, ces descriptions des origines de la République s'accordent sur un point : un rôle critique,

3 – Stanley Hoffmann, « Paradoxes de la communauté politique française », in Stanley Hoffmann et al., *À la recherche de la France*, trad. française, Paris, Éd. du Seuil, 1963, p. 15-138. Voir aussi : David Landes, « French Entrepreneurship and Industrial Growth in the Nineteenth Century », *Journal of Economic History*, 1949, p. 45-61 ; Michel Crozier, *La Société bloquée*, Paris, Éd. du Seuil, 1970.

4 – Sanford Elwitt, *The Making of the Third Republic. Class and Politics in France, 1868-1884*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1975 ; Eugen Weber, *La Fin des terroirs : la modernisation de la France rurale, 1870-1914*, Paris, Fayard, 1983, éd. originale 1976.

5 – Christophe Charle, *Les Élités de la République (1880-1900)*, Paris, Fayard, 1987.

catalytique de mise en place des institutions démocratiques est assigné aux nouvelles élites. Ce sont elles qui inventent des stratégies intellectuelles nouvelles, qui manœuvrent pour obtenir le soutien populaire, qui négocient avec les partisans encore puissants de l'ancien temps. Mais d'où venaient ces hommes nouveaux ? La question est encore plus difficile à résoudre lorsqu'on la pose dans une perspective comparative.

Les Français, bien sûr, n'avaient pas le monopole de l'impulsion démocratique. Les Mazziniens et les Garibaldiens rêvaient d'une Italie qui ne serait pas simplement unifiée mais républicaine. En Angleterre, le radical Dissent militait pour la séparation de l'Église et de l'État, la réforme scolaire et une extension du suffrage. Et, en Allemagne, les partisans d'un constitutionnalisme véritable comme Eugen Richter ou le vétéran de 1848, Rudolf Virchow, s'étaient ralliés à la bannière d'un progressisme d'opposition, prenant leurs distances vis-à-vis des Libéraux qui avaient pactisé avec une aisance déconcertante avec l'autoritarisme intransigeant de Bismarck. Mais, dans tous ces exemples, les poussées démocratiques furent écrasées ou absorbées. Garibaldi et Mazzini, au nom de l'unité nationale, se soumièrent à la politique piémontaise, aux manœuvres prudentes du comte Cavour qui a peut-être été un monarchiste libéral mais n'était pas un démocrate. En Angleterre, un Parti libéral reconstitué selon le moule gladstonien accueillit le Dissent dans ses rangs, exigeant en retour la soumission du Dissent à la direction d'un parti composé pour une grande part de Whigs importants et d'administrateurs peelites. Les Progressistes allemands gardèrent un soupçon d'indépendance mais se retrouvèrent pris en étau entre les partis ce qui les rendit inefficaces. La poussée d'une gauche socialiste et ouvrière modéra l'élan démocratique des Progressistes et les poussa à faire la paix avec un Libéralisme qu'ils avaient autrefois jugé trop compromis.

En France, cependant, la situation était différente. Dans les années 1870, le mouvement démocratique fit une percée, donnant naissance à un nouvel ordre républicain. La monarchie et tout son appareil furent bannis. Le suffrage restreint, si caractéristique de la politique aristocratique au XIX^e siècle, laissa la place à un suffrage universel masculin. Les ministères furent peuplés non par des nobles ou l'aristocratie terrienne mais par des bourgeois. Ceci ne veut pas dire que les institutions de la République ne furent pas marquées par le compromis, loin de là. Mais les modalités étaient établies par des hommes nouveaux. Les élites démocratiques n'avaient pas à se plier aux règles d'un ordre

politique, encore dominé par les notables, mais l'inverse (quoiqu'il reste à déterminer jusqu'à quel point les notables étaient obligés de s'y plier).

Le problème étudié ici peut alors être reformulé. Ce ne sont pas seulement les origines des élites démocratiques en France qui font question, mais le zèle singulier qu'elles ont manifesté, leur capacité à la fois de vaincre les résistances et, une fois au pouvoir, de faire fonctionner et durer les institutions démocratiques. Comment rendre compte d'une telle exception ? Les théories de la transition démocratique et une littérature de plus en plus abondante dans les sciences sociales sur cette transition suggèrent où nous pouvons chercher une réponse.

LES THÉORIES DE LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Les théories de la transition démocratique se regroupent en deux catégories principales. La première, qui prend ses racines dans les batailles de la guerre froide contre le communisme, met l'accent sur les pré-conditions structurelles d'un gouvernement participant. Robert Dahl, Samuel Huntington et d'autres ont poussé jusqu'à leurs limites leurs recherches, identifiant de multiples variables supposées favorables à la consolidation des institutions représentatives : un haut niveau de développement économique, un certain degré d'instruction générale, une structure sociale diversifiée reposant sur une importante classe moyenne, etc.⁶. Les implications politiques de ce type de raisonnement sont claires : si l'on consolide la croissance et l'éducation, si l'on favorise le développement d'une bourgeoisie indigène, les institutions démocratiques se stabiliseront, suffisamment au moins pour résister aux empiètements communistes. Mais le climat international a changé ces dernières années et, pour y répondre, un nouvel angle d'approche a été élaboré. L'effondrement de l'autoritarisme espagnol au milieu des années 1970, les multiples échecs des dictatures en Amérique latine, et les révolutions de « velours » des années 1989 dans les pays de l'Est ont suscité une nouvelle réflexion

6 – Robert Dahl, *Polyarchy: Participation and Opposition*, New Haven, Connecticut, Yale University Press, 1971 ; Samuel Huntington, « Will More Countries Become Democratic? », *Political Science Quarterly*, 99, été 1984, p. 193-218 ; Dankwart A. Rustow, « Transitions to Democracy : Toward a Dynamic Model », *Comparative Politics*, 2, avril 1970, p. 337-363.

sur le problème de la transition démocratique. Une nouvelle littérature a pris forme, centrée moins sur les structures que sur l'action volontaire, sur les dynamiques grâce auxquelles les institutions démocratiques peuvent s'enraciner dans le sol apparemment ingrat d'un gouvernement autoritaire.

Deux thèmes de recherches, distincts mais non contradictoires, ont été poursuivis dans cet esprit. Le premier, très influencé par les exemples latino-américains, s'attache au comportement de l'élite. Selon cette argumentation, les perspectives de transition démocratique s'épanouissent, lorsque les élites, vieilles et jeunes, ont appris de l'expérience d'un passé violent à éviter la confrontation. La mémoire sanglante des premières répressions peuvent avoir un effet modérateur sur les autorités en exercice. Lorsqu'ils affrontent un nouveau défi démocratique, les propriétaires, les généraux et les bureaucrates détenteurs du pouvoir peuvent hésiter à s'embarquer dans un nouveau cycle de violence. Les élites de l'opposition peuvent aussi avoir tiré les leçons du passé⁷. L'expérience de l'exil, de la prison ou du silence forcé peut fonctionner comme un puissant solvant, minant la rigidité maximaliste des premières années en faveur d'un pragmatisme plus souple et rassurant. Dans ces circonstances, un compromis devient possible : on accorde à l'opposition les leviers de commande de l'État en échange de son renoncement à des représailles sérieuses contre les autorités d'hier ; l'élite sortante, bien qu'obligée d'abandonner le terrain de la haute politique, continue d'exercer un pouvoir économique décisif grâce à ses richesses encore immenses ainsi qu'un pouvoir politique critique grâce au maintien de son contrôle sur certains réduits institutionnels, tels que l'armée. Pour ceux qui étudient les origines de la Troisième République, un tel scénario, centré sur les problèmes d'apprentissage de la politique et de l'art d'établir des pactes, a un air de déjà vu. Mais que ce soit dans la France des années 1870 ou dans l'Argentine des années 1980, une question demeure posée : d'où vient le défi démocratique qui permet aux élites de montrer qu'elles ont retenu les leçons de modération et de négociation ?

Les théoriciens de la transition qui ont abordé le problème se sont écartés de l'étude de la grande politique pour l'étude de ce qu'ils appellent la « société civile », des cadres sociaux et institutionnels dans lesquels les nouvelles élites prennent leur essor. Cette voie de recherche, si prometteuse dans le contexte présent, a une origine vénérable qui remonte au début des années soixante : les travaux de Gabriel Almond et Sid-

ney Verba sur la « culture civique », et les spéculations de Jürgen Habermas sur la montée et la chute de la « sphère publique »⁸. Il est certain qu'Almond et Verba, d'un côté, et Habermas, de l'autre, ont affronté ce problème à partir de perspectives tout à fait différentes. Almond et Verba, sociologues anglo-américains élevés dans l'optique libérale, ont disséqué la culture démocratique politique comme l'antidote la plus sûre contre les tentations du totalitarisme. Habermas, tenant de la théorie critique, se souciait moins des menaces fasciste ou communiste que des effets corrosifs d'un capitalisme de consommation en expansion sur les possibilités d'un discours libre et rationnel. Mais bien que leur point de départ diffère, l'école de la culture civique et les disciples d'Habermas ont la même opinion à propos d'une question critique : une sphère publique résistante est la condition *sine qua non* pour qu'une démocratie fonctionne. Ils s'accordent tout autant sur ce qui doit être considéré comme les fondations d'une société civile vivante : d'abord, des réseaux denses de communication et de sociabilité (Habermas souligne davantage l'importance d'une culture écrite, critique, Almond et Verba celle d'une vie associative active) ; et en second lieu, un public informé, ni déferent ni excessivement méfiant, soucieux de faire fonctionner les institutions de la vie publique.

Mais ce qui manque dans les travaux d'Almond et Verba et d'Habermas est un exposé des origines : comment créer une masse démocratique de citoyens dotés de toutes les capacités et attitudes nécessaires ? Almond et Verba prennent une culture civique bien développée comme donnée et ne recherchent jamais sa généalogie historique. Habermas donne un aperçu des origines : la sphère publique prit forme d'abord au XVIII^e siècle, elle s'est étendue et démocratisée au XIX^e, et a commencé alors à dépérir. Mais quelques États, même au sein de la grande puissance qu'est l'Europe, d'où Habermas tire sa démonstration, n'ont jamais suivi une trajectoire aussi régulière. De violentes alternances entre des périodes d'ouverture révolutionnaire et d'autres plus longues de fermeture réactionnaire – l'après 1815, l'après 1848, l'après 1918 –, telle est l'expérience la plus

7 – Nancy Bermeo, « Democracy and the Lessons of Dictatorship », *Comparative Politics*, avril 1992, p. 273-291.

8 – Gabriel Almond et Sidney Verba, *The Civic Culture: Political Attitudes and Democracy in Five European Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963 ; Jürgen Habermas, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, (éd. allemande originale, 1962), trad. française, n. éd., Paris, Payot, 1992.

commune. La question appropriée pour l'Europe continentale (et pour la Troisième République en particulier) est de savoir comment ce cycle de révolutions et de réactions a été rompu, comment étaient constitués les empires et les monarchies pour se métamorphoser en États démocratiques sans qu'une rechute ait suivi.

C'est à propos de la question des origines que les théoriciens de la transition centrée sur la société se sont lancés dans de nouvelles directions. Étant donné qu'une société civile articulée est le fondement de la démocratie, comment une telle société civile en vient-elle à exister? Comment fut-elle construite sur et à partir des ruines d'un gouvernement autoritaire? On peut trouver un début de réponse dans les conséquences déstabilisatrices de la transformation économique. Les dictatures croient vouloir la croissance mais elles font une grave erreur en la stimulant. Car le développement favorise l'« expansion des classes moyennes éduquées » ; il engendre une « infrastructure pluraliste », une société civile à plusieurs ramifications toujours plus difficile à diriger du sommet vers la base⁹. Que ce soit en réponse aux pressions de la société civile ou pour des raisons tactiques propres, l'État autoritaire doit opter, à ce moment critique, en faveur du relâchement de son emprise sur la vie publique. La décision est critique car, dans les ouvertures créées par la libéralisation, se déversent les mécontentements accumulés qui, une fois exprimés, prennent de plus en plus le caractère d'une franche opposition.

Le durcissement de l'opposition s'effectue en des lieux institutionnels particuliers qui jouissent d'une certaine autonomie ou la revendiquent avec succès. L'autonomie peut être une tradition institutionnelle renvoyant à des moments non-autoritaires du passé comme dans le cas des églises, des associations du barreau ou même des syndicats. Ou bien elle peut être un but recherché par les nouveaux arrivants : par les organisations d'hommes d'affaires, de journalistes ou d'activistes des droits de l'homme déterminées à secouer la tutelle d'un État tout-puissant. Ces institutions et ces organisations sont importantes, non seulement comme « sphères de liberté » où une opinion publique indépendante commence à se manifester, mais aussi comme théâtres d'expérimentation et d'éducation démocratiques. Ici peuvent être mis en pratique et enseignées les pratiques électorales qui, dans le domaine politique au sens large, ont été corrompues et falsifiées¹⁰.

Dans la mesure où ces batailles pour l'autonomie sont gagnées, et où l'État est chassé d'une société civile qui se réveille, une nouvelle sphère d'activité, une sphère publique commence à se former. La communi-

cation est essentielle pour le processus. Les différentes institutions, ligues et clubs qui constituent les composantes d'une opinion publique en train de se former prennent contact à travers les réseaux informels de la sociabilité, de la presse et, lorsque la poigne de la dictature se relâche, les manifestations de rue. Par de tels moyens, des conflits de plus en plus nombreux mais jusque-là localisés convergent en un mouvement d'opposition de plus en plus large.

Une telle « résurrection de la société civile » comme on l'a appelée¹¹, offre aux dictatures le choix incontournable entre la répression ou le retrait. La décision peut consister à passer la main, en ouvrant la voie à de nouvelles élites et à un nouveau régime. Mais le nouvel ordre démocratique survivra-t-il? Cela dépend en partie du type de marché qui a été rompu. Dans la plupart des textes sur la transition, il y a une inquiétude profondément enracinée que la démocratisation n'aille pas trop loin. Les élites de l'opposition qui, héritant du pouvoir, viennent à bout de l'establishment autoritaire sortant, appellent un contrecoup réactionnaire. Il vaut mieux, par conséquent, que les hommes nouveaux ne soient pas trop forts, qu'ils traitent les autorités sortantes avec douceur, leur épargnant de trop grandes purges, repréailles et autres¹². Il est aussi utile que les élites montantes sachent utiliser l'appareil institutionnel qui leur est légué. Ce qui est en question ici n'est pas simplement la capacité de faire une nouvelle constitution, mais le déploiement du pouvoir d'État pour légiférer et assurer un ordre civique dans lequel puissent s'apprendre et s'exercer les dispositions constitutives

9 – Larry Diamond, « Persistence, Erosion, Breakdown, and Renewal », in Larry Diamond, Juan Linz et Seymour Martin Lipset (éds.), *Democracy in Developing Countries*, Boulder, Colorado, 1989, III, Londres, Adamantive Press, p. 1-52 ; Larry Diamond et Juan Linz, « Politics, Society, and Democracy in Latin America », in *ibid.* IV, p. 1-58 ; Alfred Stepan, « State Power and the Strength of Civil Society in the Southern Cone of Latin America », in Peter Evans, Dietrich Rueschemeyer et Theda Skocpol (éds.), *Bringing the State Back In*, New York, 1985, p. 317-343. On peut obtenir un aperçu de la façon dont ces processus fonctionnent dans le bloc de l'Est, in Vaclav Havel, *Disturbing the Peace*, New York, 1990, et Boris Kagarlitsky, *Les Intellectuels et l'État soviétique de 1917 à nos jours* (1988), Paris, PUF, 1993.

10 – Nancy Bermeo, « Democracy and the Lessons of Dictatorship », *op. cit.*

11 – Guillermo O'Donnell et Philippe C. Schmitter, « Tentative Conclusions about Uncertain Democracies », in Guillermo O'Donnell, Philippe C. Schmitter et Laurence Whitehead (éds.), *Transitions from Authoritarian Rule*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986, p. 16-56.

12 – Voir Samuel Huntington, « Will More Countries Become Democratic? », *art. cit.*, p. 212 ; Guillermo O'Donnell et Philippe C. Schmitter, « Tentative Conclusions », *art. cit.*, p. 61-64.

de la citoyenneté¹³. La culture du mouvement peut de cette façon se transformer en culture publique, acquérant une consistance qui la rendra difficile à déloger, que ce soit par des révolutionnaires de droite ou de gauche. Mais cet ordre civique, quel que soit l'effort de l'État pour le façonner et le canaliser, ne peut être instauré par des lois *de novo*. Il doit pré-exister à l'avènement de la démocratie, s'être élaboré sur le champ de bataille, dans le processus même de la lutte politique contre la dictature. La conclusion de ce raisonnement, même si elle n'est pas toujours formulée, est évidente : ce qui permet une transition démocratique est l'élaboration antérieure, lorsque la dictature est encore en place, d'une contre-élite ancrée dans des institutions autonomes et soutenue par une autre culture politique. Plus cette culture et le cadre institutionnel sur lequel elle repose seront articulés et cohérents, plus puissante sera, à court terme, la poussée vers la démocratisation et, à long terme, plus grandes seront les probabilités que la transition démocratique durera.

LE RÉVEIL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Quelle portée un tel schéma a-t-il sur le problème de la transition vers la démocratie, transition précoce en France et durable au moins selon les standards nationaux ? Il ne contredit pas les interprétations existantes qui mettent l'accent sur les compétences politiques et la détermination d'une nouvelle élite républicaine. Mais il montre que l'analyse doit être approfondie, que l'élite républicaine doit être située dans le réseau culturel et structurel qui lui donna d'abord vie et force. Et il nous conduit aussi à rechercher les origines historiques de ce processus dans le caractère et les structures de la vie des institutions dans les décennies antérieures à la fondation de la Troisième République¹⁴. L'élite nationale de la France au milieu du XIX^e siècle, mélange d'intérêts terriens, marchands et industriels, n'était pas une élite réactionnaire. Les *notables*, comme on les appelait, n'étaient pas hostiles à l'industrialisation ou à la Révolution française en soi. Mais ils avaient été secoués et affaiblis par les assauts répétés des soulèvements populaires et ils étaient déterminés à mettre fin à l'ère révolutionnaire. Dans ce but, au cours du XIX^e siècle, ils s'étaient retranchés dans un réseau d'institutions étatiques et para-étatiques. On peut citer comme exemples l'Institut et l'Université.

L'Institut comprenait quatre Académies instituées par l'État : l'Académie française, les Académies des Beaux-

Arts, des Inscriptions et Belles-Lettres et des Sciences. Une cinquième fut ajoutée en 1834, l'Académie des Sciences morales et politiques, projet personnel du notable orléaniste, François Guizot. Les académies étaient conçues comme les servantes de l'État. L'Académie des sciences morales et politiques, par exemple, fonctionnait comme un institut doté d'une proto-politique donnant aux hauts fonctionnaires d'utiles statistiques et des rapports sur les problèmes du jour. L'Académie des Beaux-Arts, en collaboration avec le ministre des Beaux-Arts, organisait le Salon des arts bi-annuel puis annuel qui dura presque jusqu'à la fin du siècle. Les académies, bien que liées à l'État par leurs statuts et leur fonction, jouissaient d'une relative autonomie puisqu'elles étaient des corps qui recrutaient eux-mêmes leurs membres selon un système de cooptation.

L'Université (qui, en France, comprend l'enseignement secondaire public aussi bien que les études supérieures) entretenait une relation similaire vis-à-vis de l'État. Sa constitution était dictée par l'État ; le Grand Maître qui la dirigeait, était nommé par l'État et était l'interlocuteur du ministre de l'Instruction publique pour toutes les questions de politique générale de l'enseignement. Malgré cela, l'institution se concevait comme une « corporation indépendante », attachée mais non subordonnée à l'autorité publique¹⁵. Le ministre et le Grand Maître n'étaient pas les seuls administrateurs des problèmes universitaires. Ils travaillaient en liaison avec le Conseil de l'Instruction publique qui était en majorité un corps élu, composé de représentants des nombreuses facultés.

À l'époque de la Monarchie de Juillet, dans les années 1830 et 1840, les relations entre l'appareil d'État centralisé et les institutions para-étatiques étaient cordiales. Guizot, président du Conseil de 1840 à 1848, était lui-même un historien qui comptait de nombreux amis dans l'université. Il considérait que l'Académie des sciences morales et politiques, sa création personnelle,

13 – Le problème de la façon dont les États peuvent agir pour déterminer le contenu de la culture politique est abordé dans Theda Skocpol, « Bringing the State Back In: Strategies of Analysis in Current Research », in Peter Evans, Dietrich Rueschmeyer et Theda Skocpol (éds), *Bringing the State Back In*, op. cit. p. 3-37.

14 – Sur l'intérêt général pour la recherche historique d'un centrage institutionnel, voir l'affirmation programmatique de Patrick Fridenson, « Les organisations, un nouvel objet », *Annales ESC*, 44, novembre-décembre 1989, p. 1461-1477.

15 – Georges Weisz, « Le corps professoral de l'enseignement supérieur et l'idéologie de la réforme universitaire en France, 1860-1885 », *Revue française de sociologie*, XVIII, 1977, p. 203.

était peuplée d'hommes aux vues éclairées comme lui-même. En 1840, Guizot nomma un collègue universitaire, le philosophe et académicien Victor Cousin, ministre de l'Instruction publique. Cousin, un administrateur capable et bien écouté, s'efforça de pourvoir l'université d'enseignants et de professeurs qui partageaient la même philosophie éclectique que lui. Les instances supérieures de l'administration d'État et des institutions alliées étaient donc remplies d'une petite élite d'hommes accomplis, mais ayant la même communauté de vues. Ils utilisaient les pouvoirs institutionnels accumulés et considérables dont ils disposaient pour administrer et, si besoin était, discipliner une société civile turbulente au nom de l'ordre, de la raison et du progrès.

L'avènement du Second Empire resserra les contrôles institutionnels à un point extraordinaire. Le droit d'association fut réduit et la censure de la presse renforcée. Le régime impérial étouffa la société civile, s'annexant et brisant à sa guise toutes les institutions qui pouvaient créer indépendance d'esprit ou d'action. Pendant un moment, Napoléon III avait carrément envisagé une abolition de l'Université mais il se contenta de nommer un ministre de l'Instruction publique coriace, Hippolyte Fortoul, qui, à son tour, remplit le Conseil de l'Instruction publique, autrefois autonome, de membres appointés plus dociles. De la même manière, l'empereur avait hésité à supprimer le Grand Orient de France, mais il finit par le placer sous la tutelle d'un fonctionnaire et proche parent, le prince Lucien Murat. Le Barreau de Paris avait dans les années précédentes élu son conseil de direction et son président (le bâtonnier) au moyen du suffrage universel direct. L'empereur manœuvra pour réduire l'autorité du bâtonnier en apportant des retouches au processus électoral. À partir de 1852, ce fut le conseil et non la communauté des membres du barreau qui sélectionna le bâtonnier, avec l'obligation de le choisir en son sein. La Chambre de commerce de Paris qui avait un droit formel à donner un avis au gouvernement sur les questions de politique économique était un corps élu. En 1848, le suffrage avait été élargi à tous les hommes d'affaires qui répondaient à certaines exigences de résidence et d'honorabilité. L'empereur fit des coupes sombres dans l'électorat pour ne retenir que deux mille notables-commerçants qui devaient avoir la bénédiction du vigilant préfet de la Seine avant d'être admis dans les rangs de l'institution.

Depuis le premier Napoléon, les minorités religieuses de France – les Protestants et les Juifs – avaient

été organisées en consistoires, corps constitués, investis d'un double mandat : représenter vis-à-vis de l'État les intérêts des fidèles et remplir vis-à-vis des fidèles diverses fonctions d'intérêt général. Les bureaux des Consistoires étaient composés, dans leur majorité, de représentants laïques élus, dans le cas des Juifs par le suffrage universel, pour les Protestants par un suffrage plus restreint. Louis-Napoléon soumit les deux consistoires à une révision institutionnelle. Le motif politique était le même dans les deux cas : renforcer les courants religieux supposés être bien disposés au régime ou au moins affaiblir les opposants potentiels. Dans le cas du Consistoire juif, cette politique se traduisit par l'appui d'une élite dirigeante minoritaire, menée par les Rothschild, à l'esprit libéral sur les sujets religieux mais qui manifestait un désir de traiter avec l'Empire en échange du soutien du régime contre la menace d'une majorité orthodoxe. Napoléon III répondit positivement à ces ouvertures, imposant de nouvelles restrictions pour le suffrage du Consistoire en 1860, qui exclurent en effet de la participation les sections les plus pauvres et souvent les plus orthodoxes de la communauté juive. Du point de vue de l'Empire, l'élite dirigeante de l'Église réformée représentait un problème d'un type différent. L'Église réformée était dirigée par un réseau aux mailles étroites de familles sélectionnées ; son orientation religieuse était évangélique ; et la personnalité dominante n'était autre que François Guizot, un ferme orléaniste et un ennemi déterminé de l'Empire. Le défi dans ce cas ne fut pas de renforcer mais de renverser l'autorité de l'élite. Louis-Napoléon, donc, s'insinua dans les bonnes grâces des courants libéraux, anti-évangéliques de l'Église réformée. En même temps, il imposa le suffrage universel pour les élections du consistoire dans l'espoir de susciter un mouvement libéral protestant venant de la base qui puisse faire tomber la faction de Guizot¹⁶.

Dans l'ensemble, les interventions institutionnelles drastiques de l'État impérial irritèrent l'establishment habitué, au moins depuis l'époque de la monarchie de Juillet, à un partenariat peu tracassier avec le pouvoir (la disposition en faveur de l'élite juive du consistoire peut être considérée comme une exception au modèle). Les notables refusèrent d'abandonner la par-

16 – La majorité des protestants français appartenait à l'Église réformée. La communauté protestante comprenait aussi une minorité luthérienne importante et quelques sectes plus petites, qui n'entrent pas dans le sujet.

tie et défendirent autant qu'ils le purent des institutions comme l'Institut ou le Barreau de Paris, contre l'ingérence de Napoléon III. L'Académie française défia le régime à maintes reprises, rejetant des candidats qui avaient des relations avec l'Empire en faveur de rejetons de la noblesse orléaniste¹⁷. Le Barreau de Paris, dans les années 1850, élu des conseils de direction proches de l'opposition, qui, à leur tour, élurent une série de bâtonniers hostiles au régime comme Berryer qui appartenait à la droite légitimiste ou Bethmont et Liouville, représentants de la gauche républicaine. Ce qui resta alors dans le sillage des efforts du gouvernement pour étouffer la vie publique fut un appareil d'État considérable, dominé par les Bonapartistes, mais, en des lieux stratégiques, colonisé par des notables, qui, dans leur majorité, étaient en froid à l'égard du nouveau régime.

La politique réactionnaire de Napoléon III à l'encontre de la sphère publique aurait pu se stabiliser si elle n'avait coïncidé avec un essor économique soutenu. La croissance économique, stimulée par le régime impérial lui-même, alimenta l'expansion d'une nouvelle classe moyenne d'hommes d'affaires et de professions libérales. Le carcan institutionnel que Napoléon III avait plaqué sur la société civile se révéla trop étroitement ajusté pour absorber ces « nouvelles couches sociales » dont parla Gambetta quelques années plus tard. Elles s'irritèrent des dispositions relatives aux élections qui les excluaient, des silences forcés et des impositions arbitraires venant d'en haut. Et la fermentation qui commença sous l'Empire continua bien après l'effondrement du régime. Louis-Napoléon quitta la scène en 1870, mais il fut suivi de l'administration centriste de Thiers (1871-1873), puis du régime dit de l'Ordre moral (1873-1877) qui eut une politique autoritaire et cléricale¹⁸. Dans ces circonstances, le mécontentement de la classe moyenne ne se tarit pas et même, dans certains cas, s'intensifia.

Les étudiants interpellèrent les doyens et les professeurs jugés trop soumis à l'autorité établie. Les désordres d'étudiants conduisirent à la fermeture de l'École normale en 1867 et de l'École de médecine en 1874. Des francs-maçons dissidents réclamèrent la démission de Murat, en fait la suppression tout à la fois du bureau et de la fonction de « Grand Maître » qu'ils condamnaient comme une imposition « autocratique » et « quasi monarchique », incompatible avec l'essence démocratique de l'Ordre¹⁹. En 1858, des hommes d'affaires parisiens travaillant pour l'exportation constituèrent une Union nationale du commerce et de l'indus-

trie qui organisa une vaste campagne en faveur de la liberté du commerce et de la démocratisation du suffrage à la Chambre de commerce.

Il y avait également un mécontentement bruyant dans les communautés juive et protestante. Dans la première, une minorité dissidente accusa le Consistoire de Paris, dominé par les Rothschild, de défendre les intérêts des Juifs avec insuffisamment de zèle et de publicité. Le mécontentement prit une forme institutionnelle avec la création de l'Alliance israélite universelle en 1860. L'Alliance était surtout connue pour le réseau d'écoles qu'elle patronnait dans le bassin méditerranéen pour la régénération des Juifs orientaux « plongés dans l'ignorance ». Mais l'AIU avait également un impact en France. Pour elle, aucun propos antisémite ne devait rester sans réponse ; elle ébranla aussi le Consistoire, poussant des candidats aux élections du Consistoire qui, avec un succès croissant, remplacèrent les élites en place. Les élections au Consistoire protestant furent disputées avec encore plus de vigueur. Les protestants libéraux, insatisfaits de ce qu'ils jugeaient être le dogmatisme sectaire de la clique évangélique de Guizot, formèrent une association laïque, l'Union protestante libérale, qui se conduisit comme une sorte de parti d'opposition au sein de l'Église réformée. Elle constitua des listes de candidats accrédités, collecta des fonds, tint des réunions publiques, mais ses efforts manquèrent leur but. La faction évangélique gagna élection sur élection, même avec une marge très étroite, et dans le milieu des années 1870, avec l'aide du régime de l'Ordre moral, elle prit sa revanche, excluant l'UPL de l'Église.

Les élections au Conseil de discipline du Barreau de Paris étaient par comparaison sans problème. Au début des années 1860, en effet, le Conseil prit des dispositions pour refroidir l'ardeur des efforts naissants vers une politisation. Le décorum traditionnel fut maintenu pour tout ce qui concernait les procédures internes du Barreau, mais la position des avocats vis-à-vis de l'État était loin d'être un modèle de bonne conduite. En 1864 et à nouveau en 1868, des avocats au franc-parler et de tendance républicaine furent élus bâtonniers. En 1864,

17 – En 1869, l'Empire fit une courte expérience de libéralisation, qui mena à un réchauffement des relations entre l'Académie et le régime.

18 – Il y eut un interlude entre la chute de Napoléon III et l'avènement de Thiers, mais il dura brièvement six mois, de septembre 1870 à février 1871.

19 – Voir Philip Nord, « Republicanism and Utopian Vision : French Freemasonry in the 1860s and 1870s », *Journal of Modern History*, 63, juin 1991, p. 216.

le régime accusa un groupe de jeunes avocats d'avoir violé les lois régissant l'association politique. Le Barreau intervint, en tant qu'entité civile, faisant état de sa solidarité avec les accusés. À la fin des années 1860, des journalistes défièrent à plusieurs reprises les lois impériales sur la presse. Les étoiles du Barreau de Paris, les jeunes comme les anciens, se disputèrent le privilège de représenter les accusés au tribunal.

L'Institut ne fut pas non plus épargné par l'agitation. Une génération montante d'artistes – Manet, les Impressionnistes et d'autres – par l'intermédiaire de la presse artistique, de campagnes, de pétitions et d'expositions privées, défièrent l'Académie des Beaux-Arts, sa philosophie et ses prérogatives institutionnelles. L'enjeu était le système du Salon; la constitution du jury du Salon, soit par le suffrage de tous les artistes comme le demandaient les dissidents soit par le maintien du système de l'association de l'État et de l'Académie.

Les batailles institutionnelles des années 1860 et 1870 donnèrent une forme décisive aux politiques de la classe moyenne. Dans chaque cas, les revendications et les *modus operandi* étaient les mêmes. Des dissidents faisaient valoir leur droit à l'autonomie institutionnelle. Les francs-maçons, les universitaires et les artistes revendiquaient le droit de s'autogouverner. L'autogouvernement, en retour, était conçu comme la loi de fonctionnement d'une opinion informée, constituée dans un débat public et exprimée par l'exercice du suffrage universel. Ces demandes rencontraient invariablement de la résistance, qu'elle soit de l'État impérial qui refusait de bouger ou de la part des élites de notables retranchés. Mais les militants faisaient pression, envoyant des pétitions à l'autorité constituée, faisant campagne pour les postes ou courtisant les électeurs institutionnels. Sinon au début, du moins à la longue, ces batailles prirent un caractère d'opposition ouverte. Dans tous les domaines, les minorités républicaines impliquées manœuvraient pour détourner le conflit politiquement à leur avantage. Étant donné la structure et les termes des batailles, la tâche était facile. D'un côté, il y avait l'État ou les élites constituées, accusées de dogmatisme, d'exclusivité et de mainmise impériale, de l'autre, une opinion mise en éveil qui se rangeait sous la bannière des principes de publicité, de suffrage universel et d'autogouvernement. Ce qui a pu commencer comme une querelle localisée à propos de la charge de Grand Maître se termina en une confrontation politique entre les partisans de la démocratie, c'est-à-dire de la République d'un côté et ceux du régime de l'autre. Et ces différentes luttes institution-

nelles ne furent nullement des phénomènes isolés. Ils se recoupaient et s'entrecroisaient, recrutant dans un vivier commun de militants. Ils étaient liés par une rhétorique démocratique commune, l'ensemble constituant l'infrastructure d'un mouvement républicain qui se réveillait.

Les conflits institutionnels conduisirent une classe moyenne mobilisée vers un mouvement républicain renoué. La genèse singulière du mouvement laissa une marque indélébile sur son programme et ses aspirations. Ce que les républicains cherchèrent avant tout fut l'émancipation de la société civile de l'état d'un appareil d'État massif et envahissant. Pour cette tâche, le mouvement républicain était bien armé. Ses multiples batailles avaient permis la formation d'une contre-élite démocratique connaissant la pratique des méthodes de politique électorale. De plus, bien avant l'accession au pouvoir politique, le mouvement avait commencé à s'ancrer dans certaines organisations (la Franc-maçonnerie et l'Université), dans certains milieux (les minorités religieuses de France surtout), et dans certaines associations (par exemple, le UNCI et l'AIU). Un échafaudage institutionnel avait été bâti, assurant la solidité de l'édifice démocratique qui devait se construire sur ses bases dans les années suivantes.

Dans les années 1860, un mouvement républicain commença à se cristalliser dans les interstices de l'ordre impérial. Mais le mouvement fut confronté à un problème tactique : comment accroître l'étendue de ses activités, comment atteindre un public plus large, au-delà des frontières de ses multiples formations institutionnelles? Bien que l'Empire (mis à part un bref dégel libéral en 1869-70) et après cela, le gouvernement de l'Ordre moral aient accordé un minimum d'espace à l'activité publique, les républicains tentèrent d'imaginer des stratagèmes pour faire reculer les restrictions existantes, pour élargir les limites de la vie publique. Ils gagnèrent ainsi à leur cause de nombreux partisans, mais mieux encore : ils amorcèrent la reconstruction d'une sphère publique détruite par des décennies de gouvernement autoritaire, et, au cours de ce processus, ils donnèrent forme à une nouvelle culture démocratique et politique.

Le silence politique imposé à la France dans les années 1850 fut rompu dans la décennie suivante. Les problèmes politiques, comme nous l'avons vu, furent discutés sous une forme voilée au sein d'organisations quasi privées : les loges maçonniques, les associations d'hommes d'affaires, les organisations laïques protestantes. Un débat ouvert n'était possible qu'au-delà des

frontières de la France : en Belgique où les étudiants radicaux se réunirent en 1865 ; en Suisse où les pacifistes tinrent leurs conférences internationales en 1868, 1869 et 1870 ; et à Guernesey où Victor Hugo maintenait un havre de sécurité pour les républicains exilés de toutes confessions. À partir de ces bases, à l'intérieur et à l'extérieur, le mouvement républicain échafauda sa campagne.

Dans les périodes de répression, il était difficile de progresser par le discours. Dans les années 60, les républicains organisèrent à Paris des séries de conférences publiques. Les conférenciers trouvaient le moyen d'insérer le débat politique dans des exposés limités en apparence à des sujets non politiques : l'art, la littérature, l'histoire. L'autorité intervenait pour mettre un terme aux discussions jugées dangereuses pour l'ordre public, mais elle avait plus de mal à contrôler l'écrit. Les républicains lancèrent journal après journal, créant une presse estudiantine, une *presse d'opinion*, même une presse de masse (*Le Petit Journal* fut fondé en 1863) qui maintinrent une pression critique sur les autorités impériales²⁰. Un réseau de maisons d'édition fut également créé. Pagnerre et Paulin, militants de longue date, furent rejoints vers le milieu du siècle par une nouvelle génération d'éditeurs républicains : Flammarion, Reinwald, Hetzel, Armand Le Chevalier, Charpentier. Ces hommes nouveaux publièrent une nouvelle littérature – textes scientifiques, science fiction, romans réalistes et tracts populaires visant une large audience. Ces livres utiles pouvaient être accessibles à un public de plus en plus large, des associations comme la Ligue de l'enseignement qui était d'orientation républicaine, ou la Société Franklin qui l'était moins, travaillèrent à créer un réseau de bibliothèques publiques bien pourvues.

Cependant le mouvement républicain ne se contenta pas d'agir seulement par la parole. Les militants exploitèrent habilement des événements symboliques pour faire naître et former une conscience politique républicaine encore imparfaite. Ils donnèrent de la publicité à des cérémonies de mariage civil, transformant des célébrations privées en événements publics qui mettaient en scène les valeurs laïques. La même tactique fut appliquée aux rituels funéraires. Dans les années 1870, des sociétés d'enterrements civils se multiplièrent, elles étaient expressément dirigées contre la politique ecclésiastique du gouvernement de l'Ordre moral. Et en fait, dans les décennies de formation du nouvel ordre républicain, les funérailles furent à plusieurs reprises une occasion de cristallisation du senti-

ment populaire. Ce sentiment pouvait être insurrectionnel, comme dans le cas des funérailles de Victor Noir en 1870 (Noir était un journaliste radical qui avait été assassiné par un parent de Louis-Napoléon). Ou elles pouvaient être commémoratives, comme dans le cas du magnifique rituel officiel organisé en l'honneur de Victor Hugo en 1885.

Les républicains, en fait, eurent le culte de la cérémonie commémorative, non seulement du rituel funéraire, mais aussi, et peut-être surtout, de l'anniversaire et du centenaire. Ils utilisaient ces occasions pour mobiliser l'opinion publique. En 1868, la presse républicaine ouvrit une souscription pour ériger un monument à la mémoire du Dr Baudin, un député républicain tué en 1851 alors qu'il résistait au coup d'État de Louis-Napoléon. La réponse enthousiaste du public poussa les autorités à faire passer en jugement les journalistes impliqués. En décembre de l'année suivante, une manifestation tumultueuse fut tenue sur la tombe de Baudin, le jour anniversaire de sa mort. Une fois encore, les autorités répondirent par la répression. Mais les événements commémoratifs donnaient l'occasion non seulement d'enflammer l'opinion mais aussi de modeler la mémoire populaire. 1878 fut l'année du centenaire de la mort de Voltaire et de Rousseau. Les républicains modérés organisèrent des cérémonies pour honorer Voltaire, les radicaux pour honorer Rousseau. Mais les deux camps se rejoignirent pour célébrer le premier 14 juillet en 1880, une occasion polyvalente qui consacra un double souvenir, celui de l'ardeur révolutionnaire (la prise de la Bastille en 1789) et celui de la réconciliation politique (la *Fête de la Fédération* de 1790).

Les militants républicains firent appel à l'opinion publique et la façonnèrent par des événements rituels – mariages, funérailles, centenaires et fêtes²¹. Le modelage de l'opinion publique républicaine impliquait une concentration des affects du peuple autour de symboles et d'événements particuliers. Par les manifestations et les célébrations, les militants revendiquèrent

20 – Pour la presse républicaine dans les années 1870, voir Pierre Albert, *Histoire de la presse politique nationale au début de la Troisième République 1871-1879*, Lille, Atelier de reproduction des thèses de Lille III, 1980, 2 vol.

21 – Le façonnement de la culture politique républicaine a fait l'objet de nombreuses recherches récentes. Les travaux fondateurs sont ceux de Maurice Agulhon : « La "statuomanie" et l'histoire », *Ethnologie française*, VIII, 1978, p. 145-172 ; *Marianne au combat*, Paris, Flammarion, 1979 ; *Marianne au pouvoir, l'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 1989. Voir aussi le volume édité par Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire*, t. I, *La République*, Paris, Gallimard, 1984.

leur droit à l'espace public, investissant des lieux et des moments particuliers d'une signification républicaine. Par ces moyens, la domination des notables et des bonapartistes fut minée et un ordre civique alternatif fut mis en place.

Les efforts pratiques et symboliques des républicains pour mobiliser et créer un corps de citoyens portèrent leurs fruits lors d'une série de victoires électorales. Les élections de 1869 confirmèrent la conquête de la France urbaine, celles de 1877 la conquête d'une majorité nationale. Des comités *ad hoc* organisèrent les campagnes, appuyèrent des candidats et financèrent des réunions électorales. La presse républicaine exhorta les citoyens à aller aux urnes. Et une pléiade d'associations volontaires – ligues, loges, groupes d'hommes d'affaires – s'acharnèrent sur les hésitants et les poussèrent à aller voter.

La lutte républicaine pour vaincre une succession de régimes autoritaires, pour élargir les frontières de la vie publique et pour s'emparer de charges électives impliquait l'élaboration d'une nouvelle culture politique. Être un républicain exigeait plus que la simple loyauté envers un ensemble d'institutions politiques. Cela signifiait aussi lire une certaine littérature et une certaine presse, appartenir à une ligue, une loge, une association de lecteurs, un comité électoral, prendre part à certains rituels publics et enfin être réceptifs à certains symboles publics. Ce que l'on doit souligner est que l'élargissement de cette culture politique républicaine a été recherché et a commencé à prendre racine avant même les victoires électorales du mouvement républicain à la fin des années 1870. Si la classe moyenne républicaine en France est arrivée au pouvoir, si elle a réussi à créer des institutions politiques durables, elle l'a dû, pour une grande part, à ses succès antérieurs dans l'élaboration d'une culture politique démocratique et sa propagation.

LA POLITIQUE ET LA VIE PRIVÉE

Les républicains furent tenus de construire un nouvel ordre civique. Ils comprirent qu'une masse de citoyens démocrates était nécessaire pour soutenir cet ordre et que faire des citoyens n'impliquait pas seulement de réorganiser les mœurs politiques, mais la vie privée également. Ceci en fait a été une des leçons apprises des échecs de la Seconde République. Ce régime avait échoué parce que la France manquait encore des fondements moraux nécessaires pour sou-

tenir les institutions républicaines. Pour qu'une future République survive, il était impératif d'abord que la vie privée soit redessinée, que les Français apprennent les vertus domestiques aboutissant à une vie publique démocratique.

Les républicains furent les principaux partisans du marché libre, pour des raisons d'intérêt économique évidemment, mais aussi parce qu'ils croyaient que le fonctionnement du marché enseignait des leçons morales : le principe de réciprocité, les valeurs de l'individualisme, etc. Il est certain que le laissez-faire n'était pas sans pièges. Les forts n'étaient pas généreux pour les faibles dans la lutte économique pour la vie. Mais il y avait un correctif à cette compétition excessive. Par l'association volontaire (coopératives, sociétés d'aide mutuelle, syndicats), les déshérités pouvaient se défendre, et au cours du processus, ils pouvaient aussi tirer les leçons morales nécessaires, de coopération et de confiance en soi. Le fonctionnement du marché libre, tempéré par l'association, aidait à faire de tous les Français, riches et pauvres, de meilleurs citoyens, indépendants, mais en même temps capables d'être solidaires d'un groupe.

Des motifs similaires inspirèrent le plaidoyer républicain en faveur de la réforme de la famille. Le Code civil prônait le système patriarcal ; la prostitution tolérée par l'État légitimait la double norme ; et une pédagogie dominée par l'Église maintenait les femmes dans un état de soumission et d'ignorance. Une configuration familiale fondée sur le système patriarcal sanctionnait l'infidélité et l'obscurantisme engendrait des attitudes monarchiques. Les républicains imaginèrent un nouveau type de mariage, fondé sur le respect mutuel, des relations familiales affectueuses et la coopération. Les féministes républicaines, qui n'ont jamais été plus qu'un courant minoritaire dans le mouvement, étaient prêtes à plaider pour l'égalité sexuelle totale dans les liens du mariage ; quelques-unes allaient encore plus loin en réclamant l'affranchissement des femmes. Mais la plupart des républicains n'avaient pas l'intention de donner aux femmes le statut de citoyennes. Ils ne voulaient que créer un environnement moral dans le foyer qui aiderait à faire des hommes des citoyens et à enseigner les vertus civiques aux enfants mâles ²².

22 – Voir les passages significatifs dans Claire Goldberg Moses, *French Feminism in the Nineteenth Century*, Albany, SUNY Press, 1984 ; et Françoise Mayeur, *L'Enseignement secondaire des jeunes filles sous la Troisième République*, Paris, Presses de la FNSP, 1977.

Faire des enfants des citoyens était, bien sûr, une préoccupation primordiale des républicains au milieu du siècle. L'une des organisations constitutives de la renaissance républicaine, la Ligue de l'enseignement de Jean Macé, consacrait une énergie considérable à la création d'un système d'éducation primaire et laïque²³. L'éducation morale de l'enfant commençait à la maison; elle se poursuivait à l'école; et la littérature avait aussi un rôle à jouer dans le processus. Macé écrivit des romans pédagogiques pour les enfants; avec l'éditeur P.J. Hetzel, il publia le premier magazine illustré de France, *Le Magazine d'éducation et de récréation*. Ce magazine acquit une incontestable popularité avec la publication en série d'une demi-douzaine de romans de Jules Verne. Les républicains ne pratiquaient pas une pédagogie ennuyeuse mais dispensaient des leçons de science et de moralité sous un emballage de contes et de récits d'aventures qui plaisaient immédiatement aux enfants.

Les ambitions pédagogiques des républicains touchèrent aussi au domaine de l'esthétique. Pour les républicains du milieu du siècle, un Mammonisme sans vergogne avait corrompu le goût du public. Quelles meilleures preuves que la vacuité de l'*art pompier*, la prétention de la mode des crinolines, l'éclectisme chaotique des styles du mobilier? Mais les républicains différaient sur la façon de transformer les goûts du public. Les plus modérés, Charles Blanc ou Juliette Adam, prônaient l'idéal classique: un art idéalisé modelé sur celui des Anciens, une (relative) sobriété des vêtements, des meubles solidement dessinés servant de cadre pour un chez-soi bien ordonné. Un retour à la discipline de tradition classique, cependant, ne plaisait pas à tous les républicains. Une minorité de radicaux, Zola et Manet par exemple, étaient décidés à élaborer une nouvelle esthétique de la vie moderne. Selon eux, le réalisme, et non pas un idéalisme d'imitation, devait être le fil conducteur d'un nouvel art. Et en matière d'architecture d'intérieur, les modernistes préconisaient l'expression de soi et l'hygiène plutôt que les valeurs de solidité et de bon ordre. Quelles que soient les différences stylistiques séparant les tenants du classicisme et les modernistes, ils étaient toutefois d'accord pour dire que l'esthétique avait un impact formateur sur la vie publique. La création d'un public démocratique, en un mot, exigeait l'éducation du goût.

Les républicains reconnaissaient que, pour reconstruire l'État, il était nécessaire en même temps de remettre en ordre la sphère privée. Le marché, la famille, l'éducation, la littérature, l'art, tout cela pouvait être employé pour la création d'un homme nouveau, le

républicain. Et il serait aussi un être remarquable: humain, coopératif, respectueux, aimant, d'esprit élevé, sincère et moderne. De tels hommes étaient le matériau qu'il fallait pour construire une république.

LA RÉPUBLIQUE DES RÉPUBLICAINS

Lorsque les républicains arrivèrent au pouvoir à la fin des années 1870, ils n'hésitèrent pas à déployer le pouvoir de l'État pour mettre en œuvre le projet qu'ils avaient élaboré dans les jours de trouble²⁴. Une série d'épurations limitées élimina les fonctionnaires du corps préfectoral, du Conseil d'État et du monde judiciaire sur qui l'on ne pouvait pas compter. Dans le domaine des libertés civiles, de nouvelles lois sur la presse et sur les associations furent votées en 1881, et les syndicats furent légalisés en 1884. Un système d'école primaire laïque fut créé. En 1905, eut lieu la séparation de l'Église et de l'État en même temps qu'une séparation des deux Consistoires juif et protestant de l'État. En 1879, la France fut dotée d'un nouvel hymne national, la *Marseillaise* et, en 1880, d'une nouvelle fête nationale, la fête de la Bastille. Le régime entreprit, une fois encore, en 1880, d'inscrire la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » sur la façade de tous les édifices publics. Il fut aussi actif dans le domaine du droit de la famille: les droits des enfants furent étendus et, en 1884, le divorce rétabli. On prit des dispositions pour l'éducation secondaire des femmes et, en 1901, le système de la prostitution tolérée par l'État fut balayé (mais pas éliminé). Dans les années 1870, les efforts officiels pour réglementer la Franc-maçonnerie furent abandonnés. En 1880, le ministre des Beaux-Arts confia l'organisation des salons annuels à un syndicat d'artistes. Dans les années 80 et 90, l'Université fut remise en état; et en 1908, l'État cessa de jouer un rôle dans la constitution des Chambres de commerce.

En fait, la réussite des républicains fut remarquable, sans comparaison avec ce qui se passait dans le reste de l'Europe, mais elle ne fut pas sans limitations. En ce qui concerne la protection contre les accidents du travail, la santé et l'assurance-vieillesse, par exemple, le

23 – Sur la Ligue de l'enseignement, voir Katherine Auspitz, *The Radical Bourgeoisie, The Ligue de l'Enseignement and the Origins of the Third Republic 1866-1885*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982.

24 – Les réussites du nouveau régime sont mises en valeur avec une grande force par Charles Seignobos, *L'Évolution de la Troisième République 1875-1914*, Paris, Hachette, 1921.

bilan n'est pas brillant si on le compare à celui d'autres États du continent. Mais n'était-ce pas un manque, déjà perceptible dans le projet républicain dès le commencement ? La réforme sociale, sauf dans le domaine de la législation familiale, ne représenta pas une priorité pour les républicains. Et il n'existait pas un mouvement des travailleurs suffisamment fort pour pousser le régime à repenser ses priorités. Le secteur industriel était trop petit, et le désarroi du milieu ouvrier trop grand après la répression qui a suivi la Commune, pour maintenir une pression soutenue nécessaire pour persuader le régime de bouger. Et cependant, la République reconnut le droit des travailleurs à s'organiser. En 1901, elle créa un réseau de conseils du travail, dont une proportion des sièges était réservée aux représentants élus des ouvriers. Si la République n'a pas été une pionnière en matière de législation sociale, elle a créé des voies d'accès par lesquelles les travailleurs purent exercer une pression sur l'État pour qu'il tienne ses promesses de servir tout le peuple. On peut dire à peu près la même chose de l'action en faveur des femmes. Les républicains reconnaissaient que les femmes avaient un rôle à jouer dans l'éducation des citoyens, mais en tant qu'épouses, mères et enseignantes, non en tant que citoyennes. On pensait qu'après tout pour être un citoyen à part entière, l'indépendance de l'homme (*« a manly independance »*) était la condition préalable. En tant qu'anticléricaux, les républicains estimaient aussi que les femmes étaient particulièrement sensibles à l'influence des prêtres. Ils craignaient qu'en donnant le droit de vote aux femmes, elles fassent pencher la balance vers une droite religieuse et antirépublicaine. Le projet républicain assignait aux femmes un rôle pédagogique, mais pas plus. Par conséquent, une grande partie du Code civil resta sans changement à l'avènement de la République, comme la prostitution tolérée par l'État. Malgré tout, un courant féministe persista au sein du mouvement républicain, faisant toujours pression pour élargir les limites de la citoyenneté, exploitant à son avantage les possibilités que le régime offrait (aux filles de la classe moyenne surtout) pour faire carrière dans certaines professions et dans le service public. Concernant les travailleurs et les femmes, certaines exclusions (quoique ni complètes, ni irréversibles) étaient inscrites dans le projet républicain dès le début. La République fut-elle aussi exclusive dans la façon de traiter les élites antérieures ? Jusqu'à un certain point, oui. Les notables, discrédités par leurs liens avec les régimes disparus, furent éliminés de l'administration. Des efforts furent faits, par l'établissement d'un

système d'examens d'État, pour que le mérite soit la voie d'accès à l'administration. Mais le nouveau régime avait en même temps fait des compromis avec les élites du passé, leur concédant une place plus ou moins incontestée sur le terrain des institutions. L'armée et le corps diplomatique conservèrent un recrutement décidément aristocratique, quoique moins qu'ailleurs en Europe. L'Académie française se perpétua, carrée dans ses préjugés étroits qui frôlaient la réaction. De même, la hiérarchie catholique qui garda ses liens institutionnels avec l'État jusqu'en 1905, ne parvint jamais à se réconcilier sincèrement avec le nouvel ordre politique.

D'importantes fractions du secteur privé maintinrent aussi une certaine distance à l'égard du nouveau régime : le patronat lillois du textile, les métallurgistes du Nord, les grands propriétaires du Bassin parisien. Et, à la longue, ils firent sentir leur influence dans les anti-chambres du pouvoir grâce à un puissant réseau de groupes d'intérêts qui comprenait le Comité des forges et la Société des agriculteurs.

Tout aussi important est le fait que des sections de l'*establishment* républicain lui-même prêtaient l'oreille aux prières des puissants d'hier. L'École libre des sciences politiques avait été fondée pour former une nouvelle élite pourvue de la rigueur morale et de la compétence administrative nécessaires pour sortir la nation du borbier dans lequel elle avait été plongée après la défaite de 1870-1871. Le projet fut lancé par des protestants libéraux tels que les frères Siegfried, mais, à la longue, il s'attira aussi le soutien de catholiques sociaux, partisans d'une réforme conservatrice, d'inspiration religieuse. Le projet de l'école était d'orientation libérale-conservatrice, un mélange de neuf et d'ancien à la fois comme en témoignent le programme d'études et la clientèle qu'il attirait²⁵. Ses diplômés cherchaient des emplois dans la haute administration qu'ils finirent par dominer. Les hommes qui occupaient les échelons supérieurs de l'administration de la République étaient alors moins des démocrates pur-sang qu'une élite mélangée prête à servir le régime en place mais pas nécessairement à l'adopter. Dans le monde des affaires, il y eut aussi des pressions pour l'amalgame. L'assaut de la Grande Dépression dans les années 1880 et la renaissance du militantisme socialiste dans la décennie suivante provoquèrent un *ralliement* de l'opinion du monde des affaires au protectionnisme

25 – Pierre Favre, *Naissance de la science politique en France, 1870-1914*. Paris, Fayard, 1989.

et à la défensive sur le plan social. L'entreprise gagna les magnats du fer, les gros agriculteurs, et des parties de la communauté négociante de Paris, qui avaient été, dans les premières années, si inébranlables dans leurs loyautés républicaines. Une nouvelle coalition conservatrice était en train de se créer qui comprenait les vieilles élites mais qui opérait sous l'égide politique d'hommes comme Jules Méline, un républicain de longue date qui, avocat plein d'avenir, avait milité au Barreau de Paris contre l'Empire²⁶.

La Troisième République, si agressive qu'elle fût dans la poursuite de la démocratisation des institutions, laissa une grande marge de manœuvre aux anciennes élites. Elles s'adaptèrent au nouveau régime, profitèrent de lui lorsque les circonstances le permettaient et recherchèrent des alliances avec les fractions les plus conservatrices de la nouvelle classe politique. Cela ne signifiait pas, cependant, qu'elles étaient devenues de sincères démocrates, ce point est important. Car lorsque la République vécut la défaite humiliante de 1940, elle fut abandonnée avec une hâte inconvenante par des hommes influents qui, en toute justice, auraient dû la soutenir : la haute administration, les militaires, les agriculteurs et les cadres de sociétés qui n'avaient jamais été *républicains de cœur*. Non seulement ces élites abandonnèrent la démocratie sans un regard en arrière, mais ils firent tous preuve de leur désir de s'engager dans la Révolution nationale du Maréchal Pétain. Un marché fut conclu avec les anciens notables des années 1870, qui accéléra la consolidation de la nouvelle République. À l'époque ce marché sembla bon, mais il le sembla moins, vu de la perspective de l'étrange défaite et des premières années de Vichy.

Il faut en revenir alors à la question posée au début : comment expliquer la longévité particulière de la République ? La Révolution légua à la France l'idée républicaine, le sens de ce que devaient être les institutions et les pratiques rituelles constitutives d'une politique démocratique. Bien avant la période discutée ici, 1860-1885, un parti républicain avait existé. En fait, en 1848, il avait eu l'occasion de tenter d'appliquer sa propre vision. L'expérience se termina par un échec qui donna naissance à la réévaluation du projet républicain. Les institutions républicaines s'étaient écroulées en l'absence d'une masse de citoyens démocrates susceptibles de les rendre fortes. Cette masse de citoyens n'était pas une donnée mais devait être créée, formée par l'expérience : dans l'activité volontaire, chez soi et à l'école, *in foro publico*.

Cette réflexion critique coïncida avec une conjoncture sociale, institutionnelle et politique particulière. Une classe moyenne en expansion, née du boom économique du milieu du siècle, se sentit comprimée dans une camisole de force institutionnelle, en partie héritée du passé, en partie imposée d'en haut par l'État impérial. Des conflits locaux explosèrent sur plusieurs fronts institutionnels et le discours républicain se révéla fait sur mesure pour articuler les mécontentements. Il recommandait en même temps un *modus operandi* qui mettait l'accent sur l'efficacité et la vertu des procédures démocratiques. Les diverses conflagrations locales furent tissées ensemble en un mouvement global en vue de construire et de consolider, non pas seulement une société civile démocratique, mais une politique démocratique.

Ce mouvement a puisé sa force critique dans les batailles institutionnelles qui l'ont nourri. Déjà sous l'Empire, il avait commencé à pénétrer les rouages institutionnels. Au cours de la « longue marche à travers les institutions », une contre-élite républicaine a été formée, prête et équipée pour s'emparer du pouvoir lorsque l'occasion se présenterait. Quand le moment arriva, elle s'attela à la tâche, armée d'un ensemble de pratiques et de croyances qui, parce qu'elles étaient elles-mêmes le produit d'une contestation démocratique, étaient adaptées pour faire fonctionner les institutions d'une politique démocratique. Il est vrai que le mouvement républicain, en accédant au pouvoir, usa du pouvoir de l'État avec une habileté considérable pour consolider ses acquis institutionnels et transformer la nation selon sa propre vision. La manière dont les républicains utilisèrent l'administration explique en partie la longévité relative du régime qu'ils avaient fondé. L'argument développé ici, cependant, renvoie surtout à ce que les républicains ont accompli avant de prendre le pouvoir. Il faut chercher le premier et le meilleur indicateur de la façon dont une jeune démocratie se conduira, dans le caractère et la composition du mouvement qui lui a donné naissance. Plus le mouvement est combatif et ramifié, plus grandes sont les chances, non pas simplement d'obtenir le pouvoir, mais de le garder.

Le résumé précédent amène trois observations critiques à propos des exposés habituels sur les transitions démocratiques. Comme le suggère le destin de la Troi-

26 – Herman Lebovics, *The Alliance of Iron and Wheat in the Third Republic 1860-1914. Origins of the New Conservatism*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1988.

sième République en France, les mouvements démocratiques, même bien préparés, peuvent ne pas réussir à exploiter complètement une victoire, laissant une marge de manœuvre excessive aux anciennes élites. Malgré cela, certains spécialistes de sciences politiques exhortent les toutes jeunes démocraties à la retenue à l'égard des autorités évincées ; une politique plus sage à long terme serait de les mettre simplement hors jeu.

Une seconde observation concerne le rôle des classes moyennes dans la construction des institutions démocratiques. C'était un lieu commun, il n'y a pas si longtemps, de dire que plus forte est la bourgeoisie dans un contexte donné, meilleures sont les perspectives pour la démocratie. Cette relation a été l'objet d'une attaque en règle dans les travaux récents. Des historiens de l'Allemagne moderne se sont donné beaucoup de mal pour démontrer qu'une importante classe moyenne organisée peut adopter une grande variété de positions politiques, libérales ou non, démocratiques ou étatiques, et que les classes moyennes ne peuvent prétendre avoir le monopole du sentiment démocratique. Les institutions représentatives stables, on l'a prouvé à maintes reprises, sont nées d'un compromis social. Les classes moyennes peuvent bien constituer une des parties dans ce genre de marchandage, mais elles ne marchandent pas seules. Les ouvriers et les paysans ont un rôle crucial à jouer dans les négociations, et en fait, dans de nombreux textes récents, les potentialités démocratiques de l'« individu ordinaire » ont été mises au centre de la scène. L'exposé présenté ici reconnaît la contingence de l'engagement démocratique de la classe moyenne et le caractère négocié des transitions démocratiques, mais il insiste sur l'importance capitale pour la réussite de la transition d'une classe moyenne mobilisée.

Il y a enfin la troublante et dernière question : à quel degré de démocratie la « sphère publique » tant vantée se trouve-t-elle réellement ? Il y a plus d'un critique prêt

à qualifier de telles prétentions démocratiques d'escroquerie et pour de bonnes raisons. Au XIX^e siècle après tout, à l'apogée de l'*Öffentlichkeit* d'Habermas, les femmes n'ont pas été affranchies dans leur ensemble, et l'accès de la classe ouvrière à la vie publique a été au mieux limité. En France, la « résurrection de la société civile » qui a culminé avec la fondation de la Troisième République s'est révélée, pour une grande part, être une affaire d'hommes de la classe moyenne. Et les pères fondateurs de la République, en accédant au gouvernement, firent beaucoup pour institutionnaliser les préjugés de classe et de genre qu'ils portaient en eux²⁷. Mais le bilan de la République, comme on l'a suggéré ici, n'a pas été aussi sombre malgré tout. Elle a ouvert des espaces pour l'activisme des travailleurs et des femmes qui, tournant la rhétorique républicaine contre elle-même, a vaincu le régime pour qu'il demeure fidèle à ses promesses d'égale citoyenneté pour tous. La notion de « sphère publique en pratique » n'implique pas tout à fait la possibilité de la terre promise légendaire, mais elle n'est pas simplement un faux-semblant. C'est une notion ambivalente, déformée par des partis pris de toutes sortes dans ses premières élaborations, mais elle crée des occasions et engendre des rhétoriques grâce auxquelles ces partis pris peuvent être à long terme vaincus.

Traduit par Françoise Marin et Marie-Claire Rehm,
revu par Christophe Charle

27 – C'est plus ou moins la même accusation que porte Joan Landes dans *Women and the Public Sphere in the Age of the French Revolution*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1988. La notion de « culture civique » d'Almond et Verba a été critiquée pour des motifs similaires par Carole Pateman : *Participation and Democratic Theory*, Cambridge, 1970 ; et « The Civic Culture : a Philosophic Critique », in Gabriel Almond and Sidney Verba (éds), *The Civic Culture Revisited*, Boston, 1980, p. 57-102.

QUELQUES REMARQUES À PROPOS DE LA CULTURE DÉMOCRATIQUE

L'article de Philip Nord renvoie en fait à deux problèmes entremêlés. L'un est celui de la *démocratie moderne* : il s'agit de savoir comment fonctionne la solidarité qui relie la modernité politique du XIX^e siècle (la démocratie libérale) avec l'évolution de la « société civile » (éducation généralisée, réseau d'associations fonctionnant librement, activité et liberté de l'économie, émancipation de la vie privée, innovation en art, pour reprendre les problèmes qu'il évoque). L'autre est celui de la *France*. En effet, cette démocratie moderne a pu prendre ici la forme d'une République (France, États-Unis) et ailleurs la forme monarchique (Grande-Bretagne, Europe du Nord en général, Europe centrale avant 1918). Pourquoi la France s'est-elle trouvée en république plutôt qu'en monarchie constitutionnelle ? Pourquoi Louis-Philippe a-t-il échoué pendant que Victoria réussissait ? Qu'est-ce qui a fait triompher en France l'option républicaine ? C'est ici qu'il faudrait évoquer et la question nationale et la question religieuse.

La question *nationale* : si la majorité du corps électoral a basculé en faveur de la République au lendemain de la guerre de 1870-1871, c'est parce que le parti républicain, symbolisé et dirigé par Gambetta, s'était bien conduit (patriotiquement parlant) dans l'épreuve, et l'Empire mal. Et si cette majorité a basculé dans ces mêmes années c'est aussi parce que les royalistes coalisés laissaient prévoir une restauration monarchique qui serait une réaction *cléricale*, clérico-autoritaire, de sorte que les orléanistes restés « laïques » (Thiers et consorts) ne pouvaient que rallier le camp républicain et assurer par là sa victoire.

À quoi on peut encore ajouter qu'en réprimant la Commune la République naissante se rendait tolérable pour cette majorité silencieuse qui a toujours peur des révolutions. Pour tout ceci les années décisives vont de 1870 à 1879.

Pour en revenir au premier problème, celui de la culture démocratique (moderne, laïque, libérale, etc.) l'essai de Philip Nord est convaincant, à ceci près qu'il faudrait, cette fois, allonger sa périodisation et non la rétrécir. Il faudrait remonter sensiblement plus haut que le terminus *a quo* de 1860. Les Lumières, la Révolution de 1789, bien sûr, mais aussi 1830 et la monarchie de Juillet. La Révolution de 1830 abolit définitivement la définition du catholicisme comme « religion d'État » ; aussitôt après, le culte israélite est admis au régime concordataire ; l'élection est appliquée aux conseils municipaux ; la loi Guizot de 1833 impose dans chaque commune la construction d'une école de garçons ; la vie associative prend son essor ; de même que le culte civique des grands hommes (dresser des statues à des gens qui n'ont été ni des saints ni des rois), etc. Bref, les années 1830 ont lancé un mouvement que les péripéties politiques des années 50 et des années 70 n'ont pu que freiner, et que la victoire de la République ne fera que libérer et accélérer. Donc remonter plus haut que 1860... et descendre plus bas que 1885 ! Car, s'il s'agit de l'infléchissement conservateur de la Troisième République elle-même, à la date de 1885 la République est encore dynamique, et la plupart des réalités évoquées se situent au-delà : la Séparation retardée, la complaisance ruraliste (Mélina), le refus à l'émancipation des femmes, la préférence accordée aux arts académiques et conventionnels, et, surtout, la rupture avec le mouvement ouvrier.

Bien entendu, on ne peut qu'approuver la conclusion. La République est imparfaite mais, parce qu'elle est la République, elle porte dans ses principes mêmes la possibilité d'être critiquée, prolongée et améliorée. Mais on peut en dire autant de tout système vraiment libéral.

Maurice Agulhon